Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation à Alep en Syrie, à Paris le 30 novembre 2016.

2016-11-30

Mesdames, Messieurs,

J'ai voulu recevoir M. Brita Hagi Hasan. Il est le président du conseil local civil d'Alep. Nous avons eu l'occasion de nous voir déjà plusieurs fois. Sa visite en France aujourd'hui revêt une importance encore plus grande que les fois précédentes car à Alep, à l'heure où nous parlons, nous assistons à une terrible catastrophe humanitaire. Il s'agit, sans doute, de l'une des tragédies humanitaires les plus violentes depuis la Seconde guerre mondiale.

Le régime et ses alliés sont engagés dans une logique de guerre totale que la France n'a cessé de dénoncer. Chaque fois que je me suis exprimé, j'ai dénoncé cette stratégie de guerre totale. J'en ai décrit les conséquences. Elles sont d'abord humanitaires : ce sont les populations civiles qui sont les victimes. Les populations civiles à Alep, c'étaient presque 300.000 habitants, 20.000 d'entre eux ont réussi à fuir sous les bombes, mais il y a tous les autres qui restent et qui, aujourd'hui, n'ont plus rien. Le dernier hôpital a été détruit, l'aide alimentaire n'arrive plus, l'eau potable et tous les systèmes d'adduction d'eau ont également été détruits. On veut affamer et détruire cette population.

Et nous ne pouvons pas détourner le regard comme certains le font. Nous ne pouvons pas non plus exprimer des complaisances à l'égard du régime et de ses alliés. Continuer sur cette voie ce serait une forme de lâcheté, une forme de complaisance et cela ne peut pas être la position de la France. Cela ne peut pas être la position des pays de liberté.

Aujourd'hui, je tiens à dire à M. Brita Hagi Hasan toute la solidarité de la France, à lui exprimer aussi mon admiration pour le travail que font les autorités civiles élues à Alep. Et puis, à travers lui, je tiens à adresser à la population civile d'Alep un message de solidarité de la France et des Français.

C'est aussi un message d'indignation et c'est la raison pour laquelle la France a multiplié les initiatives encore ces dernières heures. Nous avons demandé une réunion d'urgence du conseil de sécurité. Il va se réunir aujourd'hui pour traiter d'abord la situation humanitaire à Alep et trouver les solutions pour permettre de sauver la population d'Alep. Je l'ai dit à M. Brita Hagi Hasan, nous sommes à ses côtés pour tout faire pour trouver une solution.

Je sais que la plupart des civils veulent sauver leur vie et celle de leurs enfants. Ils veulent quitter cette ville, ils ne peuvent pas continuer sous les bombes. Ils ne peuvent plus survivre. Et, depuis des mois, la France a apporté discrètement un soutien concret, matériel ou financier aux autorités civiles d'Alep. Au conseil de sécurité, nous allons redire ceci : il faut sauver les populations civiles. Et, pour cela, il faut permettre que ceux qui veulent quitter ce terrible endroit puissent le faire. Mais, pour cela, il faut arrêter de bombarder et il faut arrêter de tirer.

Et puis, il faut veiller aussi à ce qui se passera ensuite. On connait bien la stratégie du régime qui est de faire tomber Alep, de prendre le contrôle de cette ville, comme cela a été fait dans d'autres villes, mais avec le risque de massacres et de règlements de compte.

Il faut donc que la communauté internationale - et la communauté internationale c'est le conseil de sécurité, l'endroit où elle peut se réunir, se concerter et apporter des réponses - veille à la fois à sauver les populations civiles et empêcher cette logique macabre de la barbarie qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Par ailleurs, la France est engagée dans des négociations pour obtenir le plus rapidement possible une résolution du conseil de sécurité pour condamner l'usage des armes chimiques par le régime et par Daech. Là, on ne peut pas imaginer qu'un pays qui dispose du droit de veto puisse l'utiliser alors que, maintenant, tous les contrôles internationaux qui ont été faits - en particulier ceux effectués par la commission désignée par le conseil de sécurité dont le mandat vient d'être prolongé - ont démontré que des armes chimiques ont été utilisées.

Enfin, j'ai indiqué à nouveau à M. Brita Hagi Hasan que la France avait pris l'initiative de réunir ce que l'on appelle les pays amis de la transition démocratique en Syrie. Ce sont ceux qui refusent la logique de guerre et qui ne sont pas parties belligérantes dans ce conflit. Nous, nous sommes engagés que dans une bataille, c'est une bataille contre le terrorisme, une bataille contre Daech. Mais nous ne sommes pas sur le terrain comme certains pays, comme les Russes ou les Iraniens et leurs milices qui font la guerre aux côtés du régime de Bachar al-Assad. Nous voulons que le processus de négociations politiques reprenne dans le cadre des résolutions du conseil de sécurité, c'est la voie de la négociation.

C'est la raison pour laquelle ces pays qui partagent cet objectif vont se réunir à Paris le 10 décembre prochain. Parmi eux, outre la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les représentants de l'Union européenne et les États-Unis, il y aura aussi l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Jordanie et la Turquie. Ce sera une nouvelle occasion de relancer ce qui nous paraît pour nous indispensable, c'est-à-dire l'arrêt de la guerre et la reprise des négociations.

Mais, pour l'heure, encore une fois, je m'arrête là pour vous dire notre solidarité, notre admiration pour le courage qui est le vôtre et vous laisser bien sûr la parole car je sais que

vous avez un appel à lancer. En tout cas, vous pouvez compter sur la solidarité de la France.

Q - Tout à l'heure, j'étais surpris d'entendre que vous disiez : il y a 300.000 personnes à Alep. On a l'impression, dans la communication du gouvernement, qu'il n'y a qu'Alep Est qui compte ?

R - Il ne faut pas jouer sur les mots. Je sais très bien qu'il y a Alep Est et qu'il y a Alep Ouest. Mais, pour l'heure, ce dont on parle - et dans les médias en général ? c'est d'Alep, y compris dans vos papiers. Évidemment, quand on veut être précis, et c'est légitime, il y a Alep Ouest et il y a Alep Est. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il y a une Syrie, un pays qui est sous les bombes, où une partie de la population est massacrée. Et, pour nous, c'est une situation que nous n'acceptons pas. Nous n'acceptons pas la complaisance à l'égard du régime en place qui a été effectivement contesté en 2011 comme cela a été le cas dans d'autres pays arabes. Hier et avant-hier, il y avait une réunion à Tunis et l'on sait que la révolution tunisienne, dont a parlé M. Hagi Hasan, c'était la même époque et, là, la révolution tunisienne est en marche et sur des bases démocratiques.

Il y a donc une aspiration du peuple syrien que nous n'avons pas le droit d'oublier. Quelle a été la réponse du régime à cette aspiration du peuple syrien ? Cela a été la répression violente. Bachar al-Assad a utilisé les mêmes méthodes que son père. Ce sont toujours les mêmes méthodes. Après, on peut toujours discuter, qu'il y a telle tendance, tel groupe qui sont présents sur le terrain. C'est vrai, mais, en même temps, la première réponse qui a été apportée par le régime c'est de massacrer la population qui se révoltait. Ensuite, on est entré dans une logique de guerre. Puis, il y a eu l'usage des armes chimiques où la ligne rouge a été franchie mais où il n'y pas eu de réaction, notamment américaine et britannique, et où la France s'est trouvée seule. C'est la réalité devant laquelle nous sommes et une réalité dans laquelle la Russie est devenue partie belligérante au conflit. Toute cette évolution, nous la connaissons.

Mais, aujourd'hui, quelle est la situation à Alep Est ? Alep Est continue effectivement de résister au régime mais sous les bombes et les tirs d'artillerie. Et aujourd'hui ce sont les civils qui sont victimes.

Aussi notre priorité aujourd'hui, ce sont deux choses :

D'abord de protéger les populations civiles. C'est ce que nous demandons au conseil de sécurité et c'est l'appel que vous avez lancé. Le conseil de sécurité va pouvoir en débattre aujourd'hui, voir les mesures concrètes qui pourraient être prises le plus vite possible pour sauver les populations civiles.

Le deuxième objectif, c'est que la logique de guerre totale s'arrête et que l'on reprenne une logique qui est celle des résolutions du conseil de sécurité, c'est-à-dire l'arrêt des hostilités et la reprise des négociations politiques. Aujourd'hui, elles sont totalement interrompues.

C'est cela qu'il reste à faire et c'est cela la double priorité de la France.

Q - Une question sur la résolution au conseil de sécurité. Votre ambassadeur a dit, hier soir, que la résolution était quasiment prête. Son homologue russe a dit qu'il n'y avait pas vraiment les éléments pour avancer cette résolution. Qu'est-ce qui vous fait croire que l'on pourrait faire changer d'avis des Russes ? Est-ce que vous allez, comme la précédente résolution, vous rendre à Moscou pour essayer de convaincre vos homologues russes ?

R - Hier, en marge d'une réunion du format Normandie à Minsk sur la question ukrainienne, j'ai déjà eu l'occasion de parler avec mon homologue, Sergueï Lavrov. Je lui ai parlé de l'initiative de la France de demander une réunion du conseil de sécurité. Nous n'avons pas fait une longue réunion mais nous avons eu un bref échange et je lui ai dit que, pour nous, la priorité actuelle c'était la protection des populations civiles. Ensuite il faudra créer les conditions d'une reprise des négociations politiques. J'ai insisté sur l'urgence de protéger les civils, de les aider à survivre. Là, j'ai volontairement exprimé mon point de vue sur cette question.

Car nous allons voir ce qui va se passer aujourd'hui, ce que les membres du conseil de sécurité sont capables de décider : seront-ils capables de prendre une responsabilité sans veto, de tout faire pour sauver - c'est l'appel que vous avez lancé - les populations civiles d'Alep ? Tout le monde est au pied du mur, nous n'allons pas chercher des arguties politiques, c'est une réalité, vous l'avez décrite. Que fait-on ? Nous ne pouvons pas rester les yeux fermés, détourner le regard sans rien faire, laisser mourir ces gens, non. Alors, c'est ce que nous allons défendre, notre ambassadeur se prépare, c'est avec conviction qu'il défendra le point de vue de la France.

Ensuite, s'il faut prendre d'autres initiatives - j'ai parlé de celle que j'organise pour le 10 décembre -, nous en prendrons, nous ne resterons pas là à attendre que les choses se passent par elles-mêmes, comme certains le font avec complaisance, avec résignation.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 décembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201401-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et